



## IRELAC POLICY BRIEF 2022/04

*Christian Ghymers  
President of IRELAC  
April 2022*

### **Un triste record pour l'histoire de l'humanité : le désastre économique du chavisme au Venezuela 1999 - 2021**

***En vingt-deux ans, une doctrine<sup>1</sup> impulsée par Hugo Chavez [1999-2012] et poursuivie par son successeur désigné Nicolas Maduro [2013-20 ??], le PIB par tête du Venezuela est tombé plus bas que son niveau de pouvoir d'achat de la fin du XVIIIème siècle, la pauvreté frappant 96% de la population, la famine plus de 30%, la démocratie disparue, et ce malgré une manne pétrolière de plus d'un trillion de dollar. Ce record doit interpeller et stimuler les analyses, alors que dans plusieurs pays certains continuent de défendre, voire de promouvoir, ce type de politiques.***

Hugo Chavez gagne les élections présidentielles fin 1998 suite au déclin économique du pays et au discrédit des deux partis traditionnels qui se partageaient pouvoir et corruptions à partir de la rente pétrolière. Depuis un sommet atteint en 1977, le PIB par tête avait chuté d'un tiers. Chavez, arrive donc comme un sauveur avec une stratégie préparée de longue date. Elle consiste à s'identifier à l'image vénérée du héros des indépendances de la région, Bolivar, qu'il manipule pour la transformer en celle d'un révolutionnaire socialiste radical, et en s'engageant dans une « révolution bolivarienne » destinée à prendre la tête du mouvement tiers-mondiste.

Il prend ses fonctions au début de 1999 et d'emblée s'engage dans une lutte volontariste contre la pauvreté avec son « plan Bolivar » qui vise à renverser le déclin économique et social du pays par une politique radicalement opposée aux réformes néo-libérales, à l'économie de marché et d'ouverture commerciale. Ce plan vise à transformer fondamentalement la politique sociale et économique, ainsi que la redistribution des revenus, mais aussi la constitution et les institutions politiques du pays. Cependant le Bolivarisme de Chavez impose que pour atteindre ces objectifs sociaux louables, les réformes politiques et institutionnelles passent nécessairement par une concentration forte des pouvoirs du président. Celles-ci

<sup>1</sup> Ghymers, C. "The Venezuelan crisis viewed as an extension of the victory of Bolivar upon Miranda and a new demonstration of Rousseau's fault" IRELAC Policy Brief, May 2018

suscitent de fortes craintes, dont s'empare l'opposition, ce qui affecte négativement l'activité économique et provoque d'importantes fuites de capitaux (33 milliards de dollars de 1999 à 2002). Le prix du pétrole, qui vient d'un minimum de 8 dollar le baril en décembre 1998, se redresse jusqu'à 23 dollar en fin 1999. Cela n'empêche pas le PIB de chuter de près de 7%, puis la croissance se redresse modérément en 2000 (+3,2 %) et ralenti déjà en 2001 (+2,7%), car le cours du baril retombe jusqu'à 14 dollar fin 2001 et les taux d'intérêt nominaux restent très élevés. La forte stimulation fiscale de la demande est en outre contrecarrée par la surévaluation croissante du change, utilisée comme ancrage pour réduire l'inflation. Au total, le PIB par tête retombe (graphique 2 et 3) et la croissance est insuffisante pour financer les programmes sociaux et empêcher le taux de pauvreté d'augmenter fortement (graphique 11), poussant le Président à des mesures de plus en plus interventionnistes et radicales, qui provoquent des réactions massives contre le renforcement des pouvoirs discrétionnaires du président.

Les grèves politiques, notamment dans le secteur-clef du pétrole, suivies d'un coup d'état raté, provoquent alors une forte récession de près de -9% en 2002, et une autre grève politique qui bloque les exportations de pétrole et prolonge la récession sévère qui en moyenne annuelle abaisse le PIB réel de -9,2% en 2003, ce qui ramène le PIB par tête à son niveau du début des années 1950 (graphique 3).

La récupération spectaculaire de 2004 (+ 16,8%) et 2005 (+9,3%) permet de retrouver le sentier de croissance initial, en raison des abondantes recettes de la rente pétrolière qui triple en valeur, dopée par des cours du pétrole en très forte hausse, ce qui permet la mise en place de nombreux programmes sociaux (mais souvent en doublant les administrations officielles), et d'investissements publics. Les réalisations sociales, basées au départ sur une nécessaire redistribution des revenus et une forte hausse des dépenses sociales dans le budget, sont impressionnantes (santé, alphabétisation, logements) et des résultats très positifs sont obtenus, les taux de pauvreté baissent fortement en 2004 et 2005.

Cependant, ces mesures sociales réussies renforcent le charisme personnel du leader qui s'en sert pour accélérer la transformation des institutions en un « régime hégémonique-charismatique-clientéliste »<sup>2</sup> c'est-à-dire un caudillisme populiste dont l'objectif est d'instaurer de manière irréversible le « socialisme du XXI siècle»<sup>3</sup>. Le principe, comme dans tous les populismes, est de fidéliser un appui électoral fort par l'identification du progrès social aux décisions du chef, ce qui permet d'habiller une autocratie en une « démocratie illibérale »,

---

<sup>2</sup> Fajardo, A. & Vargas, A. (Eds.), *Comunidad Venezuela. Una agenda de investigación y acción local*, CODS, 2021

<sup>3</sup> Cette doctrine promue par Chavez tire son nom et origines des analyses du sociologue allemand Heinz Dieterich, mais en diffère significativement sur plusieurs aspects. Ce socialisme se base sur des racines idiosyncratiques vénézuéliennes et chrétiennes de Chavez réinterprétées à travers une falsification du rôle et doctrine de « l'arbre des 3 racines » (les 3 héros du chavisme : Bolivar-Zamora-Simon Rodriguez). Il s'agit d'une doctrine basée sur le populisme, l'autoritarisme et le militarisme, qui nécessiterait d'amples analyses

le pouvoir personnel étant légitimé doublement, par vote référendaire d'une part, culturellement par la manipulation de l'image de Bolivar.

La faille est que les dépenses faciles excèdent la capacité d'absorption de l'économie et tendent peu à peu à contrecarrer les effets d'offre en raison de leur idéologisation envahissante. Un grave effet d'éviction des investissements privés en résulte (graphique 10). Des programmes militaires importants absorbent aussi des ressources au détriment des investissements productifs et les programmes dit « sociaux » tendent vers la division de la société (par exemple la « mission Miranda » qui forme des milices citoyennes de plus d'un million et demi de combattants de guérilla) au lieu de contribuer à l'inclusion sociale, concept rejeté par le chavisme qui entend le remplacer par la révolution sociale dans une approche de lutte des classes.

L'abondance de la manne pétrolière donne surtout l'illusion d'une absence de contrainte budgétaire et d'exigence d'efficacité, ce qui entraîne des effets négatifs structurels et de plus long terme : surévaluation du change, euphorie du gouvernement débordant dans des entreprises idéologiques coûteuses d'exportation de la révolution bolivarienne, nationalisations et étatisations hâtives, discriminations contre le secteur privé et le pluralisme, insécurité juridique et affaiblissement de l'état de droit et de respect des contrats, emprise idéologique et politisation systématiques de l'administration des « missions » boliviennes, le slogan de la solidarité chassant celui de la productivité, les partisans remplaçant les compétents et l'objectif de la révolution justifiant les abus de pouvoir discrétionnaire. Ces dérives n'ont de cohérence que sous l'hypothèse de l'inaffabilité dogmatique, quasi-religieuse, d'un état bureaucratique impréparé où le Président veut et croit tout diriger lui-même, et où le « bolivarisme » prioritaire excuse le clientélisme généralisé et ses erreurs en cascade. L'exemple le plus emblématique est l'invasion pacifique cubaine par à-priori politique : le Président promeut une emprise généralisée de conseillers et experts cubains, qui deviennent incontournables portant atteinte à la souveraineté nationale et imposant une idéologie, et qui constituent une ligne hiérarchique doublant les institutions nationales dans tous les domaines et, y compris ceux où les compétences techniques de Cuba sont notoirement inappropriées<sup>4</sup>. Des gaspillages monstrueux et des erreurs stratégiques en résultent et désorganisent l'activité économique. Cette dérive géopolitique n'était pas nécessaire au projet pour le Venezuela. Elle était déjà outrancièrement tangible dès 2005-2006, au moment des célébrations du bicentenaire du débarquement de Miranda à Coro, et de l'inauguration de sa statue à Cuba (2006), qui sont emblématiques de la mainmise cubaine sur les options du Venezuela chaviste et d'une mise en coupe réglée du pays par les frères Castro au moyen d'une habile exploitation de l'idéalisme géopolitique du leader chaviste. Sans

---

<sup>4</sup> Diego Maldonado, *La invasión consentida*, Penguin Random House, Mexico, 2019

Maria C.Werlau, *La Intervención de Cuba en Venezuela: una ocupación estratégica con implicaciones globales*, Neo Club Editores, Washington, 2019

Chavez, comment le régime de Cuba aurait-il pu tenir ? Les années qui suivent le démontrent tragiquement.

La croissance, tirée de manière mécaniquement keynésienne par une demande dopée par la rente pétrolière et des termes de l'échange extraordinairement favorables, reste cependant positive mais en diminuant jusqu'en 2008 (graphique 1), suivie d'une récession au cours des deux années de la crise financière mondiale. Les années 2011 à 2013 connaissent des taux de croissance positive, à nouveau soutenue par un cours du pétrole qui passe de 35 dollar en 2009 à 120 dollar. Chavez décède en mars 2013. Le PIB par tête (graphique 2) atteint alors son maximum historique, avec 12.180 dollar. Cependant, ce maximum est déjà dépassé en niveau par la progression du Chili (graphique 4) et en évolutions (graphique 5) par la Colombie et le Pérou. Trois pays appliquant des modèles d'économie de marché. Certes, les réalisations sociales du chavisme furent incontestables et très importantes, mais leur soumission à des fins idéologiques les rendirent contreproductives pour l'inclusion sociale et le développement productif, de sorte qu'elles ne furent pas soutenables. En définitive, elles aggravèrent la pauvreté et l'inégalité plus que dans les autres pays<sup>5</sup> ;

Lorsque se produit la chute de la rente pétrolière, par baisse tant des prix que des volumes de production (graphiques 8 et 9), les faiblesses profondes du modèle économique chaviste apparaissent et révèlent l'insoutenabilité de la plupart des avancées sociales. Celles-ci étaient basées sur une redistribution clientéliste et électoraliste sans vrai développement de l'offre ni diversification, dans un cumul sans précédent de déséquilibres fiscaux, d'éviction des investissements privés (graphique 10), de déficits commerciaux, de productivité, de dettes publiques, d'inflation monétaire et de surévaluation du change, que produit ce cocktail de politiques « hétérodoxes » étranges et d'insécurité juridique. La chute du niveau de vie est alors sans précédent dans l'histoire (graphiques 10, 11 et 12), les salaires réels s'effondrent et les indices de pauvreté explosent, le PIB par habitant tombe bien en dessous du niveau des pays les plus pauvres du continent avec environ 1.630 dollar par personne en 2021, soit proche du niveau estimé<sup>5</sup> pour la fin du XVIIIème siècle ! Ce parcours, présenté comme la voie à suivre par de très nombreux politiciens et même d'« experts » (y compris en Europe par certains leaders de la gauche, comme Mélenchon), figurera dans les anthologies comme la pire des erreurs de politiques économiques mesurables. Certes, après la victoire électorale de l'opposition, refusée par le régime Maduro et la désignation par l'exécutif des membres du

<sup>5</sup> Ces estimations sont évidemment très hasardeuses, basées sur les travaux de Baptista, A. (2006). *Bases Cuantitativas de la Economía Venezolana. 1830-2002*. Caracas, Venezuela: Fundación Empresas Polar; aussi de Giuseppe De Corso Siciliano dans “EL CRECIMIENTO ECONÓMICO DE VENEZUELA, DESDE LA OLIGARQUÍA CONSERVADORA HASTA LA REVOLUCIÓN BOLIVARIANA: 1830-2012. UNA VISIÓN CUANTITATIVA”, *Revista de Historia Económica - Journal of Iberian and Latin American Economic History*, Volume 31 , Issue 3 , December 2013, Cambridge University Press, et aussi à partir de Salomon Kalmanovitz dans “El PIB de la Nueva Granada : auge colonial y estancamiento republicano”, *Revista de Economía Institucional*, Vol. 9 N°15, Bogota, 2006. Ces travaux arrivent à des estimations exprimées en peso de l'époque et en dollar de parité de pouvoir d'achat de 1990, que l'auteur de cet article exprime alors en dollar courant de 2021 par ses propres hypothèses.

législatif, des sanctions internationales aggravent depuis 2018 la situation financière du pays, mais ne constituent pas, contrairement aux thèses du régime, la cause du désastre.

Un seul chiffre en donne une idée : durant la période de Chavez et de son successeur Maduro jusqu'en 2021, c'est plus d'un trillion de dollar de recettes pétrolières qui furent englouties dans un plan d'émancipation qui conduit en fait à en revenir à la pauvreté généralisée existante en 1800 sous le régime colonial. Les vénézuéliens disposent maintenant du niveau de revenu le plus bas de toute l'Amérique latine, moins de la moitié de celui de la Bolivie, et inférieur à des pays comme le Sénégal ou le Cameroun ! Avec 1000 milliards de dollar mis à disposition d'une gouvernance moins dogmatique, les réalisations sociales au moyen d'une redistribution par la fiscalité progressive, eussent été bien supérieures soutenables et inclusives. Le Venezuela aurait dû émerger parmi les économies les plus performantes du monde. C'est un scandale. Qu'on se le dise !

**Tableau 1 : taux annuel de croissance du PIB réel (en volume)**

Country	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2015	2016	2018	2019	2020			
Venezuela	-	7.2	3.2	2.7	8.9	-	9.2	16.8	9.3	10.3	8.4	4.8	3.3	-	1.9	4.2	5.5	1.6	5.7	-10	-14	-14	19.67

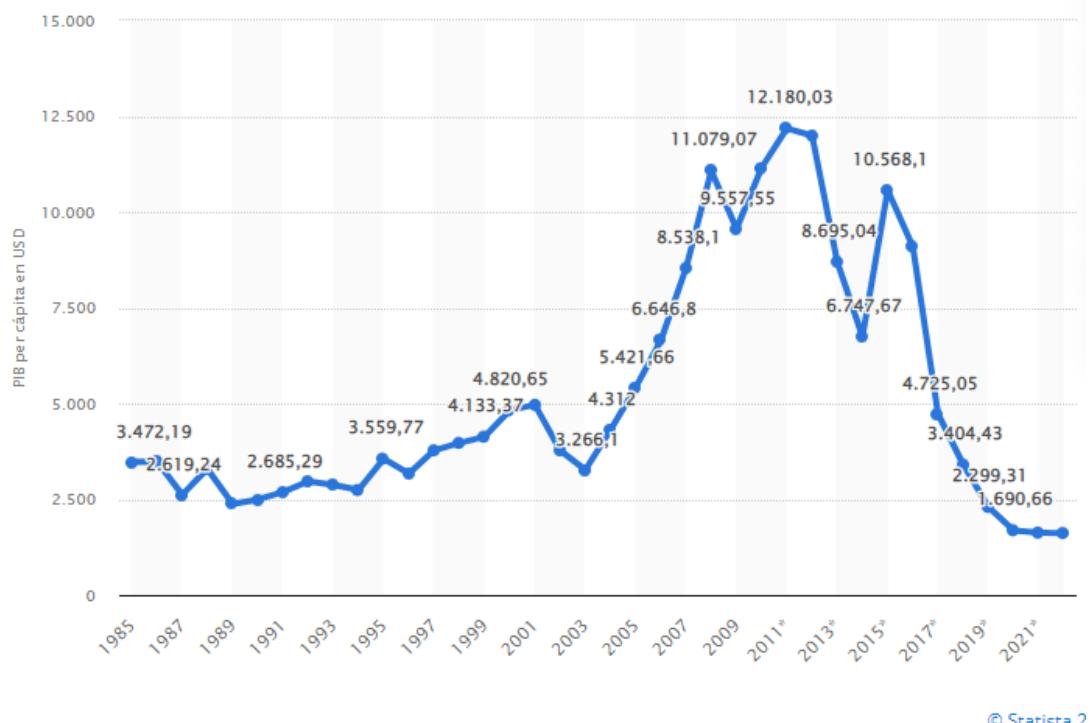
**Graphique 1 : Taux de croissance annuels du PIB réel au Venezuela  
2000-2021**

### El hundimiento de la economía venezolana

Variación del PIB real de Venezuela (porcentaje respecto al año anterior)



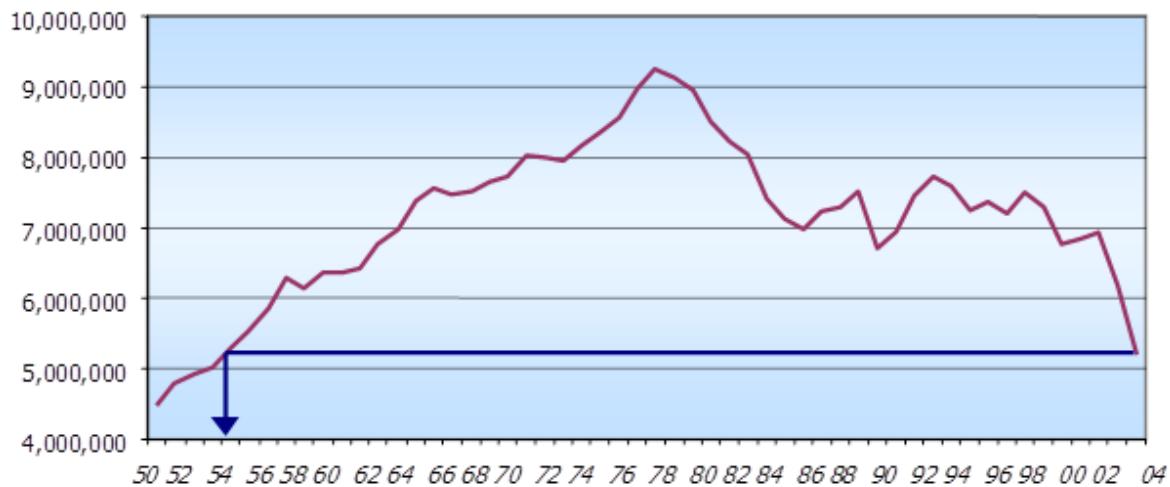
## Graphique 2 : PIB par tête en dollar courant 1985-2021



## Graphique 3 : Evolution du PIB par tête en termes réels, Venezuela (1950-2015)

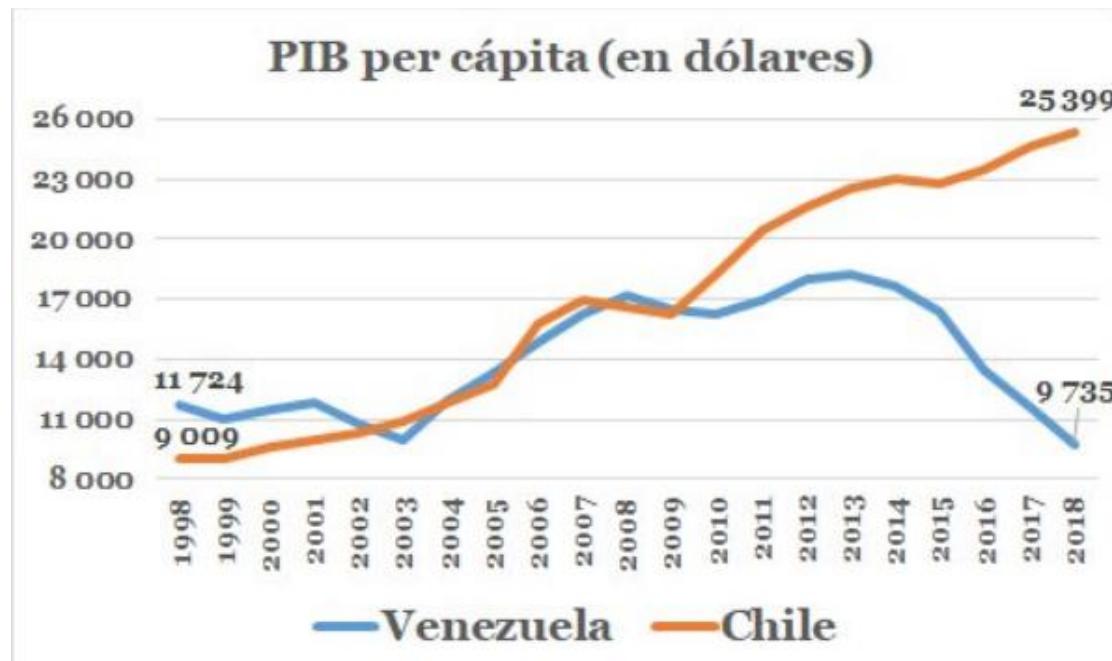
Producto interno Bruto real Per Capita

en Venezuela (1950-2002)

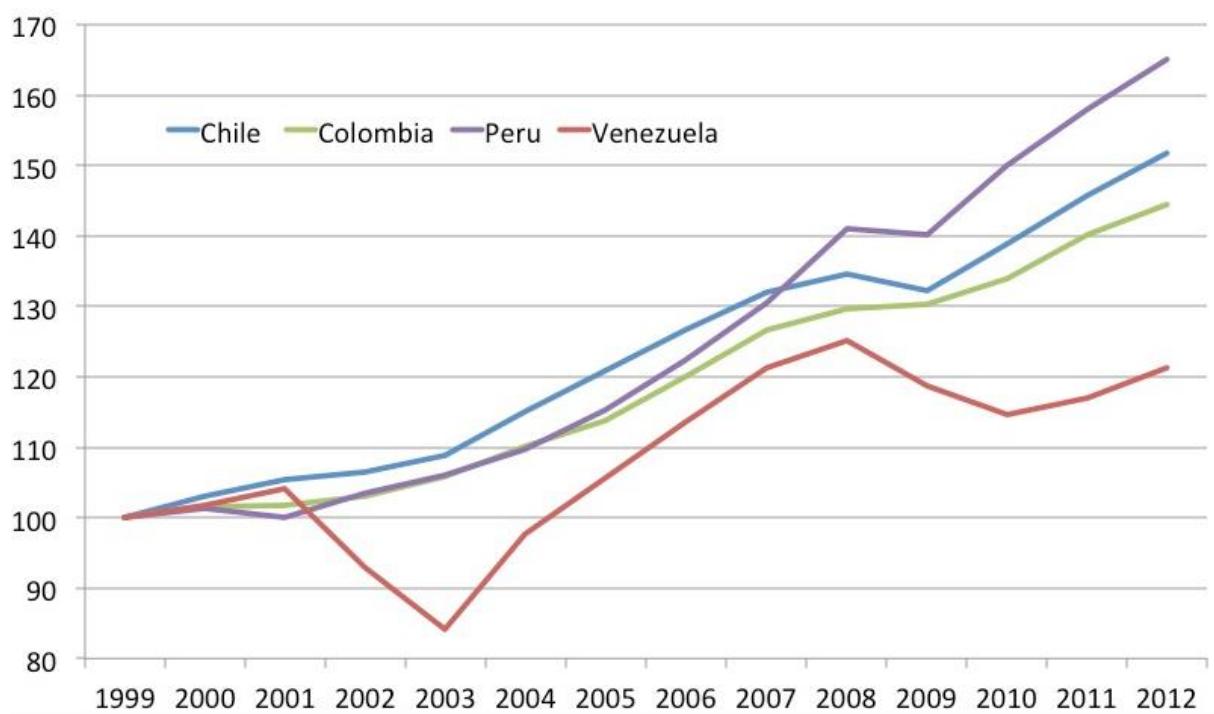


Source : Carrasquel, Alfredo, Pacheco, Anthony, Ramírez, Miguel, Evolución socio-económica en Venezuela: período 1950 a 2002, Universidad Experimental Politécnica "Antonio José de Sucre", 2006

**Graphique 4 : Comparaison des niveaux de PIB par tête entre le modèle chaviste et le modèle chilien**



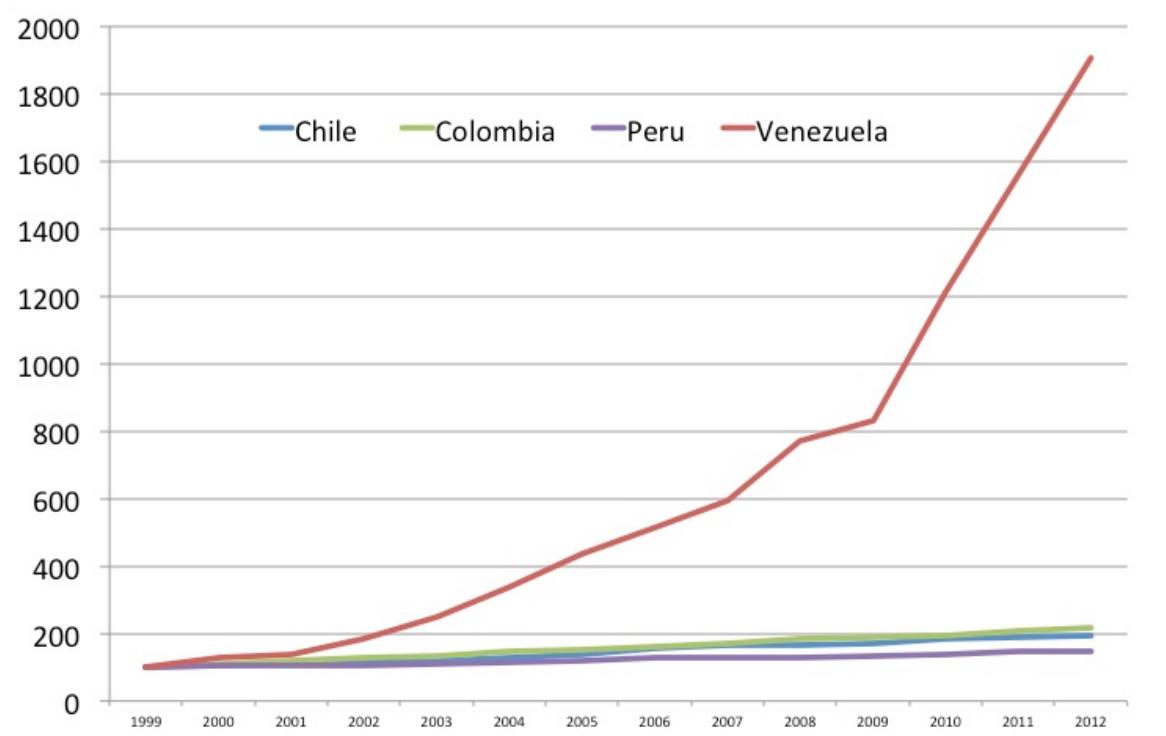
**Graphique 5 : Indices des évolutions du PIB par tête**



### Graphique 6 : Valeur nominale du PIB en dollar courant

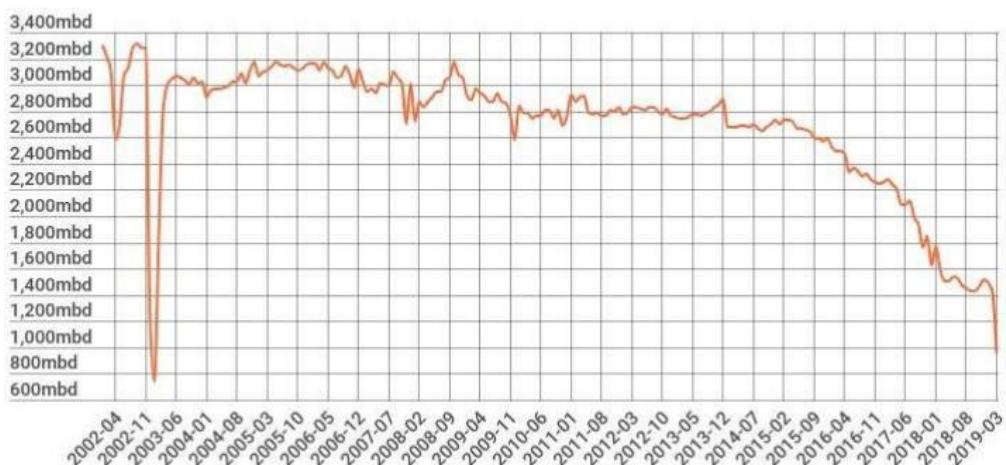


### Graphique 7: Indices d'inflation, 1999 = 100



## Graphique 8:2002 -2019 Producción de petróleo de Venezuela

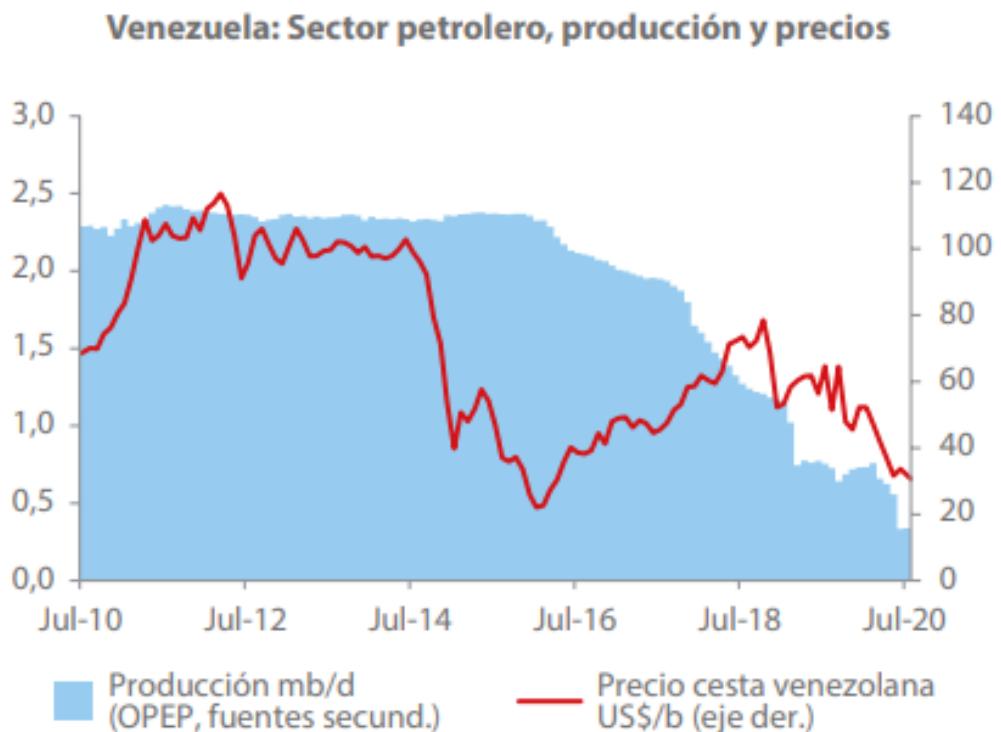
La producción está en millones de barriles por día (mbd)



Fuente: OPEP

elEconomista.es

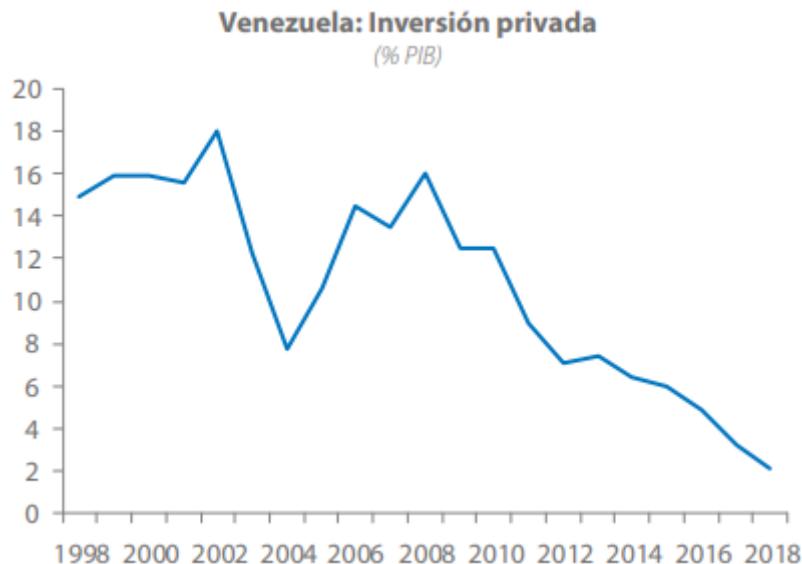
## Graphique 9: Production de pétrole et cours du baril (2010 – 2020)



Fuentes: OPEP y PDVSA.

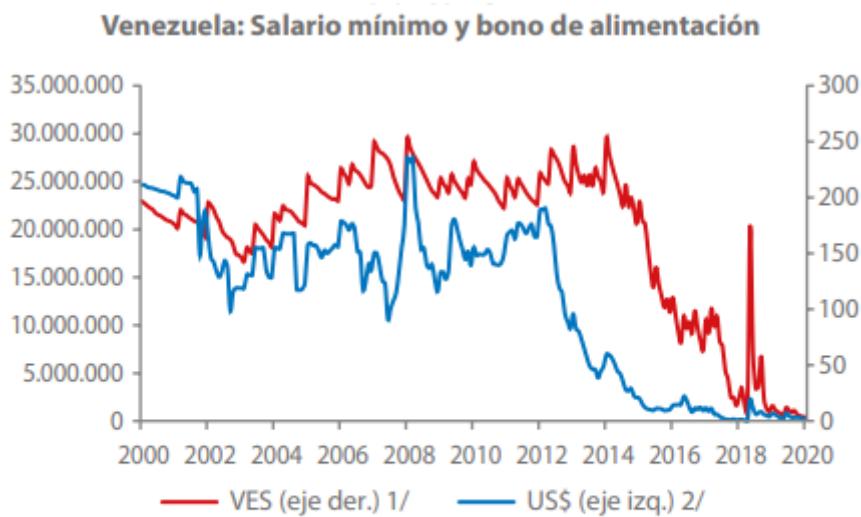
Source : Abulafia, E. & Saboin J.L., Una mirada al futuro para Venezuela, BID, 2020

### Graphique 10: Taux d'investissement privé en % du PIB



Source : Abulafia, E. & Saboin J.L., Una mirada al futuro para Venezuela, BID, 2020

### Graphique 10 : Salaire minimum (axe gauche) et valeur des bons alimentaires (axe droit)



Fuentes: Ministerio del Trabajo, Ecoanalítica y cálculos del BID.

1/ En bolívares soberanos de mayo de 2020.

2/ Calculado al tipo de cambio paralelo.

Nota: En septiembre 2018 el salario mínimo se incrementó a razón de 100x pero su poder de compra no pudo mantenerse en el tiempo.

Source : Abulafia, E. & Saboin J.L., Una mirada al futuro para Venezuela, BID, 2020

### Graphique 11 : Taux de pauvreté (en bleu) et d'extrême pauvreté (en jaune)

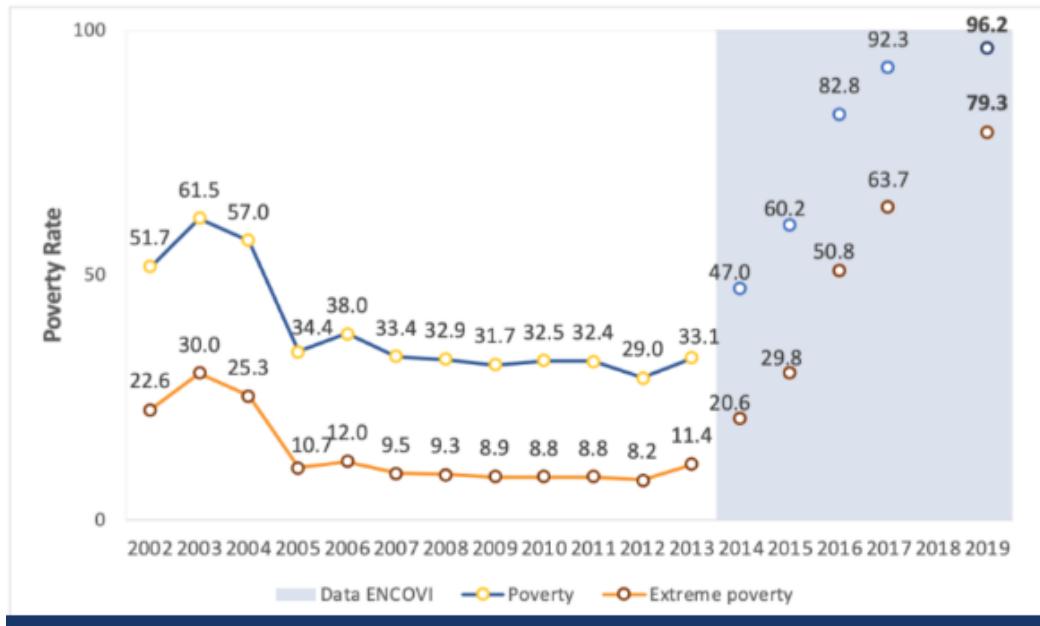
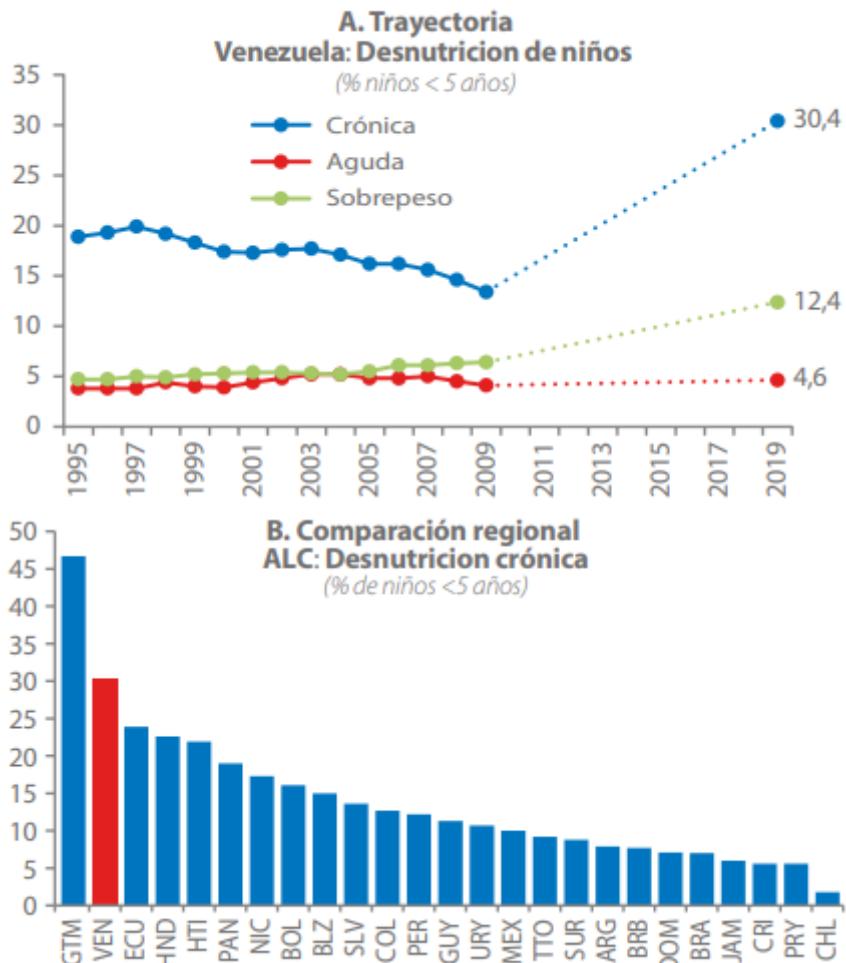


Figura 3. Tasas de pobreza y pobreza extrema: Encuesta de Hogares por Muestreo (2002-2013) y Encuesta de Condiciones de Vida (2014-2019)

**Source:** Centro de los Objetivos de Desarrollo Sostenible, *La economía venezolana en medio del colapso: posibilidad para el emprendimiento*,

## Graphique 12 : Indicateurs de dénutrition et comparaison internationale

### Desnutrición en Venezuela versus América Latina y el Caribe



Fuente: ENCOVI.

**Source:** Abulafia, E. & Saboin J.L., Una mirada al futuro para Venezuela, BID, 2020

